

AKTUELL

QUOTAS DE CO₂

La balle revient au Luxembourg

Richard Graf

Le gouvernement luxembourgeois peut-il crier victoire après l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans l'affaire C-321/15 qui l'opposait à Arcelormittal, plus spécifiquement à l'entité Rodange/Schifflange ?

Vers la fin de l'année 2011, Arcelormittal avait décidé de fermer l'aciérie située à Schifflange, d'abord pour une durée indéterminée, puis définitivement. Or la société avait omis de notifier immédiatement cette décision aux autorités luxembourgeoises. Ce ne fut le cas que quelques mois après. Entre-temps la société s'est vu attribuer, conformément à la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, des quotas d'émission de CO₂ qui prenaient en compte la production envisagée pour l'unité de Schifflange - comme si elle ne devait pas s'arrêter. Une « arnaque », comme l'avait qualifiée la journaliste et experte Aline Robert dans le woxx en 2015 (woxx 1303).

Le processus européen d'attribution des quotas ne permettait plus d'annuler les quotas attribués pour l'année 2012. Le gouvernement a alors réclamé, via arrêté ministériel, la restitution, sans indemnité, des quotas non utilisés par Arcelormittal. Le géant de l'acier a contesté cette décision et introduit en juillet 2013 un recours - rejeté en septembre 2013.

Le Tribunal administratif luxembourgeois, saisi par Arcelormittal, avait jugé qu'une « restitution, sans indemnité, des quotas litigieux correspondrait, par ses effets, à une expropriation illégale, étant donné que les quotas litigieux ont été délivrés et inscrits au registre national et que, par conséquent, ils étaient entrés dans le patrimoine d'Arcelormittal ». Mais avant de se prononcer, le tribunal voulait savoir de la Cour constitutionnelle si la loi sur les quotas était conforme avec l'article 16 de la Constitution. Article qui limite l'expropriation au seul cas d'utilité publique moyennant une indemnité appropriée. La Cour constitutionnelle, pour sa part, voyait la même loi « susceptible d'être contraire à l'éco-

nomie du système établi par cette directive ». Elle avait par la suite posé une question préjudicielle à la CJUE pour savoir si le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre permettait à un État membre d'exiger d'une entreprise ayant cessé l'exploitation d'une installation la restitution, sans indemnité, des quotas non utilisés.

1,4 million d'euros

Dans son arrêt du 8 mars, la CJUE considère effectivement que « la directive ne s'oppose pas à ce que l'autorité d'un État membre ordonne la restitution sans indemnité des quotas d'émission, si l'entreprise en question cesse les activités d'une de ses installations à une date antérieure à celle de l'allocation des quotas d'émission et omet d'en informer en temps voulu l'autorité

compétente ». Comme ces quotas ne pourront de toute façon pas être utilisés, leur restitution permettrait « d'éviter une distorsion sur le marché des quotas et d'atteindre l'objectif de protection de l'environnement que poursuit ce marché ».

Pour la CJUE, une telle restitution implique non pas l'expropriation d'un bien, mais plutôt « le retrait de l'acte allouant des quotas, en raison du non-respect des conditions de notification ».

Si la réponse de la CJUE semble sans équivoque, on ne peut pas à ce stade prétendre que le gouvernement luxembourgeois ait eu complètement gain de cause. Car quand la Cour indique qu'un État membre « peut » agir d'une certaine manière, cela ne signifie pas qu'il « doit » le faire. Dès lors, la question d'une possible « expropriation », que craint le Tribunal administratif n'est que partiellement élucidée. Arcelormittal n'a jamais douté que les quotas lui appartenaient : après avoir utilisé seulement 151 des 81.703 quotas de CO₂ attribués pour l'année 2012, la société a vendu le reste sur la bourse du carbone pour quelque 1,4 million d'euros.



ArcelorMittal

SHORT NEWS

Visite du FMI : vieilles ritournelles

(lc) - La commission Pana (voir article Thema de ce numéro) n'était pas la seule délégation internationale à s'enquérir de l'économie luxembourgeoise cette semaine. Hasard du calendrier, c'était aussi le moment du passage annuel de la délégation du Fonds monétaire international (FMI), qui analyse et donne des recommandations aux gouvernants. Les deux intervenants du FMI, Erik De Vrijer et Peter Breuer, ont d'abord donné quelques bonnes notes au Luxembourg, dont la croissance et l'emploi restent assez forts pour mériter des notations « triple A » par toutes les agences, ce qui serait un gage pour l'avenir, qui comme toujours est assez sombre. « Les perspectives du Brexit et la politique américaine instable risquent d'impacter le modèle luxembourgeois », selon De Vrijer. Mais l'implémentation de règles de transparence pourrait aussi être dangereuse, selon le FMI, qui a également exposé ses craintes par rapport à une crise du logement au grand-duché. Les panacées n'étonnent pas non plus : relever l'âge de la retraite, accroître les taxes sur les propriétés et sur l'écologie, diversifier l'économie et continuer la croissance - un air de déjà-vu qui peut se traduire politiquement par : « Continuez comme ça ! »

Geschlechtergerechtigkeit : Kleine Fortschritte

(tj) - Frauen arbeiten mehr, verdienen weniger und sind häufiger arbeitslos - das geht aus einem neuen Bericht der Europäische Kommission hervor, der anlässlich des diesjährigen Weltfrauentags veröffentlicht wurde. Der Bericht gibt einen Überblick über allgemeine Tendenzen, EU-Maßnahmen sowie best practice-Beispiele. Im Dezember 2015 war das Arbeitsprogramm „Strategisches Engagement für die Gleichstellung der Geschlechter 2016-2019“ beschlossen worden. Dennoch bestehen in dieser Hinsicht nach wie vor große Unterschiede zwischen den Mitgliedstaaten. Dem Bericht zufolge liegt der sogenannte „gender earnings gap“, der sich aus „pay gap“, „hours gap“ und „employment gap“ zusammensetzt, im europäischen Durchschnitt bei 39,8%, in Luxemburg bei 32%. Frauen verdienen EU-weit 16,3% weniger als Männer, in Luxemburg sind es 5%. 77,4% der Männer und 65,5% der Frauen im erwerbsfähigen Alter haben eine Arbeit. Insgesamt ist festzustellen, dass in südlichen Ländern die Arbeitslosenquote von Frauen verglichen mit der der Männer weiterhin sehr hoch ist. Während Männer mehr Zeit in bezahlte Arbeit investieren als Frauen (39 gegenüber 33 Stunden pro Woche), verbringen letztere mehr Zeit mit unbezahlter Arbeit, sodass sie im Schnitt 55 Stunden pro Woche arbeiten, Männer lediglich 49. In Luxemburg verrichten Frauen 27 und Männer 14 Stunden unbezahlte Arbeit pro Woche. Insgesamt verdeutlicht die Studie, dass zwar leichte Verbesserungen im Vergleich zu vergangenen Jahren zu vermerken sind, die EU jedoch immer noch weit von Geschlechtergleichstellung entfernt ist.

Forum 371: Blick hinter die Leinwand

(lm) - „Cinéma Lëtzebuerg“, so kündigt das Magazin forum sein Dossierthema von März an. Das Cover von Kary Barthelmey - eine Assoziation von Popcorn und Fernbedienung - dürfte eines der kreativsten der forum-Geschichte sein. Der Inhalt hält, was versprochen wird, nämlich Einblicke zu geben in die Luxemburger Filmszene. Das Dossier ist erfreulich unakademisch ausgefallen, wozu mehrere interessante Interviews beitragen. Vom Regisseurberuf über das Gender Gap bei SchauspielerInnen bis hin zur Filmkritik werden zahlreiche Aspekte rund ums Filmemachen behandelt. Spezifisch luxemburgisch sind Beiträge, wie die zur staatlichen Förderung, zur Serie Routwäissgro oder zur Ökonomie der Kinosäle. Außer dem Dossier finden sich Artikel zur politischen Aktualität in Luxemburg. Neben so verschiedenen Themen wie die Neurologie der Mehrsprachigkeit, die rechtliche Lage der Kooperativen und der Umgang mit den Grundrechten wird auch die Perspektive eines öffentlich-rechtlichen Fernsehsenders behandelt. forum ist in größeren Zeitschriftenläden erhältlich oder kann bestellt werden (office@forum.lu; 42 44 88). Weitere Informationen sowie Textproben gibt es auch auf der Internetseite www.forum.lu.